

Un camp, trois groupes de réfugiés : une série de défis pour les ONG locales

Olfat Mahmoud et Rebecca Roberts

Les organisations non gouvernementales qui travaillent dans le camp de Bourj el-Barajneh au Liban sont confrontées à des difficultés lorsqu'elles tentent de répondre aux besoins complexes de trois groupes de réfugiés différents.

Le camp de réfugiés de Bourj el-Barajneh est situé sur un terrain d'une superficie d'environ 1km² proche de l'aéroport international de Beyrouth, et c'est l'un des douze camps officiels de réfugiés palestiniens au Liban qui remonte à la création de l'État d'Israël en 1948. Avant le conflit syrien, il accueillait environ 27 000 personnes dont la plupart étaient des réfugiés palestiniens du Liban. En 2017, avec l'arrivée de réfugiés syriens et de réfugiés palestiniens de Syrie la population du camp a augmenté et le camp compte maintenant 41 000 résidents¹.

Bourj el-Barajneh a attiré des réfugiés venus de Syrie parce que vivre dans le camp revient moins cher que de vivre n'importe où ailleurs à Beyrouth, et que certains réfugiés palestiniens de Syrie comptent des parents parmi les réfugiés palestiniens du Liban du camp. Comme tous les autres camps palestiniens au Liban, Bourj el-Barajneh n'est pas placé sous la juridiction des autorités libanaises, ce que certains des réfugiés qui arrivent de Syrie préfèrent. Les organisations non gouvernementales (ONG) locales qui travaillent dans le camp sont confrontées à de nombreuses difficultés lorsqu'elles tentent d'apporter un soutien aux différents groupes du camp.

Les réfugiés palestiniens du Liban s'irritent de la détérioration des conditions de vie causée par l'augmentation de la population. Les conditions étaient déjà mauvaises avant l'arrivée de ces nouveaux groupes et l'afflux de nouveaux résidents n'a fait qu'exacerber les problèmes déjà existants et a créé des tensions au sein de la population. Des étages ont été ajoutés à des hébergements de construction déjà précaire, et certains d'entre eux atteignent maintenant jusqu'à huit ou neuf étages de hauteur sans fondations adéquates, des câbles électriques et des canalisations d'eau percées s'entremêlent un peu partout dans le camp du fait de l'extension des réseaux nécessaires à la desserte de nouveaux habitants.

Les ONG locales ont reçu des financements en vue d'améliorer les logements, mais la qualité générale des constructions, l'infrastructure du camp et le manque d'espace ne permettent pas

d'installer les gens confortablement et en sécurité. Les relations tendues entre les autorités libanaises et la population d'une part, et les réfugiés palestiniens du Liban d'autre part, signifient que ces derniers se trouvent souvent dans une situation bien plus difficile que d'autres réfugiés palestiniens vivant ailleurs dans la région. La plupart des activités professionnelles leur sont interdites, ce qui limite essentiellement leurs possibilités de trouver un travail légal aux secteurs de la construction, de l'agriculture et du ramassage des ordures.

Les réfugiés palestiniens du Liban n'ont pas le droit de posséder des biens et leur liberté de mouvement est restreinte. Contrairement à d'autres groupes de réfugiés qui relèvent du mandat du HCR, l'agence des Nations Unies pour les réfugiés, l'assistance fournie aux Palestiniens dépend de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche Orient (UNRWA). Les réfugiés palestiniens du Liban sont encore plus dépendants de l'UNRWA que d'autres réfugiés palestiniens résidant ailleurs dans la région du fait que les autorités libanaises interdisent aux Palestiniens tout accès aux services de l'État. L'UNRWA est le principal fournisseur de services médicaux et d'éducation, et porte l'entière responsabilité des systèmes d'égouts et du ramassage des ordures dans les douze camps palestiniens officiels. Mais l'absence de soutien de la part de l'État et la médiocrité des services fournis par l'UNRWA ont entraîné le développement d'un vaste réseau d'ONG locales opérant dans les camps.

Les besoins divergents de trois groupes de réfugiés

Le statut juridique différent de ces trois groupes de réfugiés détermine leur accès à l'assistance. Les réfugiés palestiniens du Liban ont accès, comme par le passé, aux services de l'UNRWA et des ONG locales qu'ils partagent maintenant avec les réfugiés palestiniens de Syrie. Les réfugiés syriens, quant à eux, reçoivent l'assistance du HCR et des ONG locales, et le gouvernement libanais leur permet d'accéder à certains services de l'État. Les ONG locales doivent adapter leurs

réponses aux besoins de ces trois groupes – une tâche ardue, dans la mesure où il est plus aisé d'obtenir des financements pour les réfugiés syriens que pour les réfugiés palestiniens de Syrie ou du Liban, et qu'il est également plus aisé d'obtenir des financements pour les réfugiés palestiniens de Syrie que pour ceux du Liban. Inévitablement, l'inégalité de cet accès à l'assistance et la structure bicéphale de l'assistance des Nations Unies renforcent les tensions entre les trois groupes, chacun d'entre eux étant convaincu que les deux autres sont plus favorisés.

Les ONG locales estiment également qu'il est impossible de couvrir les besoins de tous les groupes démographiques, un défi supplémentaire antérieur au conflit syrien, et que l'arrivée des nouveaux réfugiés vient encore amplifier. Les donateurs sont désireux de financer des programmes pour les femmes et les enfants, mais sont bien moins enclins à le faire pour les personnes âgées, les jeunes et les hommes. Les ONG locales sont convaincues que les personnes âgées ne sont pas considérées comme un « bon investissement » par les donateurs internationaux. Le plan d'intervention régional² insiste sur la nécessité de favoriser une implication positive des jeunes au sein de leurs communautés, de les aider à être autonomes et résilients, mais les ONG locales ne réussissent pas à obtenir les fonds nécessaires pour développer des programmes qui ciblent ces jeunes. Ceci est particulièrement problématique dans un endroit comme Bourj el-Barajneh où les opportunités d'emploi sont rares, où les jeunes passent le temps en buvant, fumant et en consommant des drogues, et où ils risquent, en outre, d'être recrutés par des bandes criminelles ou des groupes armés. Du fait des restrictions qui leur sont imposées par le droit du travail, les hommes réfugiés palestiniens du Liban trouvent difficile de remplir leur rôle traditionnel de soutien de famille. Les hommes, comme les femmes et les enfants syriens, ont subi le traumatisme du conflit et de la fuite de Syrie, et, de surcroît, leur droit de travailler est limité. Les ONG locales signalent que la frustration parmi les hommes peut se manifester sous forme de violence conjugale, ce qui peut avoir pour conséquence que des femmes qui subissent des maltraitements, maltraitent à leur tour leurs enfants. Les ONG locales constatent que les efforts pour mettre en place des programmes de travail sur le genre conformément au plan d'intervention régional, se limitent aux programmes qui ciblent les femmes et les enfants.

À chaque groupe de réfugiés correspond un ensemble de besoins humanitaires et de développement. Et même si les donateurs sont

impatients de pouvoir passer de la phase d'urgence aux projets de développement, certains de ces projets sont mal ciblés. Les donateurs veulent, par exemple, financer les ONG locales pour qu'elles soutiennent les moyens de subsistance en proposant des formations professionnelles et des conseils à la création d'entreprise, mais ce type de projet a inévitablement un impact limité du fait des restrictions imposées par le droit du travail aux réfugiés. Les ONG locales reçoivent fréquemment des offres de financement pour organiser des ateliers de sensibilisation aux droits, plutôt que pour couvrir les besoins essentiels des résidents du camp. Diffuser des informations sur les droits est certes important, mais ces activités se multiplient, et pour des personnes incapables de subvenir de manière indépendante à leurs besoins essentiels, ces ateliers semblent inappropriés et difficilement justifiables.

S'appuyer sur des projets réussis

Malgré ces difficultés, les ONG locales ont des expériences positives. À noter parmi celles-ci, les Programmes d'apprentissage accéléré (PAA) qui ont été mis en place par de nombreuses organisations partout au Liban en vue d'intégrer les enfants venus de Syrie dans le système d'éducation générale. Les PAA ont des objectifs éducatifs et psychosociaux : ils sont conçus pour aider les enfants à rattraper les cours manqués, à acquérir les compétences pour étudier de manière autonome et à développer des mécanismes de défense pour les aider à faire face au harcèlement qu'ils risquent de rencontrer du fait d'un retard scolaire, ou parce qu'ils sont nouveaux dans l'école. Les PAA se concentrent sur le développement des compétences linguistiques des enfants qui viennent de Syrie pour qu'ils puissent participer aux cours dans les écoles au Liban, où l'enseignement est souvent dispensé en Anglais ou en Français. Certains éléments des PAA aident les enfants à gérer leur traumatisme, et un appui est donné aux parents pour les aider à comprendre comment leurs enfants ont été affectés par les expériences vécues et leur expliquer comment ils peuvent les soutenir. Cette approche globale a été appréciée par les enfants qui ont pris part à ces programmes, ainsi que par les parents et les employés qui en sont chargés. Toutefois, les PAA ne sont pas couplés à d'autres formes de soutien et les employés des ONG locales demandent instamment que les enfants qui ont terminé le PAA avec succès et qui entrent dans le système éducatif général, puissent obtenir un soutien supplémentaire afin de renforcer ce qu'ils ont appris, et notamment, la mise en place d'un soutien

février 2018

www.fmreview.org/fr/syrie2018



Rebecca Roberts

Le camp de réfugiés de Bourj al-Barajneh.

psychosocial continu pour les enfants et leurs familles le cas échéant. Les enfants à l'intérieur du camp de Bourj el-Barajneh ont demandé et obtenu un soutien informel de la part de leurs anciens enseignants du PAA, mais une extension formelle du programme serait préférable.

Parmi les autres programmes initiés par les ONG locales, on trouve des projets « argent contre travail » destinés à promouvoir la cohésion sociale par le biais d'interventions sanitaires et d'hygiène. Les réfugiés palestiniens de Syrie et ceux du Liban ont, par exemple, été rémunérés pour avoir prêté main forte aux services de ramassage des ordures de l'UNRWA à l'intérieur de Bourj el-Barajneh. En plus de s'enlever les ordures ménagères, les participants font passer aux familles des messages de base sur la santé et l'hygiène. Le retour des participants a été positif, en particulier celui des femmes qui se réjouissent d'avoir une activité en dehors de la maison, apprécient l'occasion de rencontrer d'autres personnes du camp et trouvent le supplément d'argent utile. Néanmoins, l'impact de ces projets est resté limité et a été parfois négatif. Certains réfugiés palestiniens du Liban ont été offensés par les messages sur la santé et l'hygiène parce que, selon eux, ils impliquaient qu'ils étaient sales. Les camps sont visiblement plus propres pendant la durée de mise en œuvre des projets, mais du fait des financements limités, ils ne durent à chaque fois que quelques semaines.

Renforcer le soutien international apporté aux ONG locales

La situation de Bourj el-Barajneh n'est pas unique. Les ONG locales se trouvent dans la position frustrante de bien connaître les besoins de la population du camp, sans avoir la capacité de financer les activités qui pourraient couvrir ces besoins. Les recommandations pour un meilleur ciblage du soutien international sont les suivantes :

- Les ONG locales doivent être consultées à propos des besoins de la population locale de manière à ce qu'un financement soit prévu pour tous les groupes identifiés comme vulnérables, et pas uniquement pour les groupes que les donateurs préfèrent soutenir ;
- Des financements doivent être débloqués au profit des hôtes, ainsi que de la population réfugiée ;
- Les donateurs doivent se concentrer sur ce qui est possible. Plutôt que de chercher à créer de nouvelles possibilités de moyens d'existence, il serait préférable de soutenir les moyens de subsistance en couvrant les coûts de transport, en finançant l'achat d'outils pour les travailleurs journaliers, ou en organisant des services de garde d'enfants ;
- Les organisations internationales doivent faire pression sur les gouvernements hôtes et leur demander de respecter les droits des réfugiés parce qu'elles disposent d'une plus grande influence pour le faire que les ONG locales ;
- Les donateurs doivent opérer à un niveau national : en négociant, par exemple, des opportunités d'emploi pour les réfugiés et en facilitant leur intégration à la main-d'œuvre lorsque des programmes de grands chantiers publics sont prévus ;
- Des programmes de cohésion sociale doivent permettre aux ONG locales de travailler avec les personnes appartenant à toutes les différentes populations et de cibler celles dont les besoins sont les plus importants ;
- Un financement doit être prévu pour permettre aux ONG locales d'adapter leurs programmes de manière à compléter les plans d'intervention nationaux et régionaux ;
- Les programmes réussis doivent être soutenus de manière cohérente, et, le cas échéant, être prolongés en tenant compte des enseignements tirés.

Olfat Mahmoud Palwho@gmail.com

Directrice, Palestinian Women's Humanitarian Organisation <http://www.palwho93.org>

Rebecca Roberts rebekah_roberts@yahoo.co.uk
Consultante indépendante

1. Les chiffres de la population rassemblés par le Comité populaire de Bourj el-Barajneh avant le conflit syrien et en août 2017 incluent tous les résidents du camp, et non pas uniquement les réfugiés palestiniens de Syrie et du Liban enregistrés par l'UNRWA.
2. HCR, Plan régional 2017/2018 pour les réfugiés et la résilience en réponse à la crise syrienne <http://bit.ly/UNHCR-3RP-2017-2018> et Plan 2017/20 du Gouvernement libanais et des Nations Unies en réponse à la crise du Liban <http://bit.ly/LebCrisisResp-2017-20>